

VERTALING

N. 2001 — 2959

[C — 2001/27601]

13 SEPTEMBER 2001. — Ministerieel besluit betreffende het referentie-inkomen 2001

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de wet op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1988 en van 4 juli 1989;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2000;

Gelet op de verordening (EG) 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het inacht te nemen referentie-inkomen jaarlijks moet worden vastgesteld overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997, en dat dit inkomen geldig is vanaf 1 januari,

Besluit :

Artikel 1. Het referentie-inkomen bedoeld bij artikel 9 van het besluit betreffende steun aan de landbouw is vastgesteld op 989 000 BEF (24.516 EUR) voor het jaar 2001.

Aan dit inkomen wordt een groeipercantage gevoegd van 0 % per jaar gedurende het in artikel 5 van hetzelfde besluit bedoelde verbeteringsplan.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang op 1 januari 2001.

Namen, 13 september 2001.

J. HAPPART

F. 2001 — 2960

[C — 2001/27603]

27 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux de subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 30, 31 et 31 bis inséré par le décret du 15 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2000;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 19 février 2001;

Vu l'avis 31.429/2/V du Conseil d'Etat, donné le 14 août 2001;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs est complété comme suit :

« 12° le centre d'entreprises : le bâtiment composé de bureaux ou d'ateliers qui sont mis temporairement à la disposition d'au moins huit jeunes entreprises dans lequel celles-ci disposent de services et d'équipements communs; »

« 13° la plate-forme multimodale : la zone dont l'activité principale est l'organisation de connexion logistique entre au moins deux modes de transport; »

« 14° le schéma directeur de la zone : l'ensemble des options d'aménagement et d'urbanisme ainsi que les prescriptions générales de phasage d'ordre esthétique relatives aux constructions, à leurs abords et aux espaces publics, le tracé existant et projeté des voies de communication principales et leur égouttage ainsi que les raccordements aux principaux réseaux existants des infrastructures de communication (transport public ou privé, potentialités d'intermodalité,...) et de transport de fluides et d'énergie, et les emplacements réservés aux espaces verts et bassins d'orage; »

« 15° la jeune entreprise : l'entreprise dont la création remonte à moins de 5 ans; »

« 16° les frais généraux : les frais d'études, de direction, de surveillance et d'administration. »

Art. 2. L'article 3, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La subvention est plafonnée à 375.000 EUR pour l'acquisition ou la construction de bâtiments d'accueil ainsi que pour la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil ou leur acquisition avec transformation en bâtiments d'accueil. Si le bâtiment d'accueil a pour finalité un centre d'entreprises, celle-ci est plafonnée à 500.000 EUR. »

Art. 3. L'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété comme suit :

« si celle-ci est due et non récupérable ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Une subvention n'est accordée que pour autant que le pouvoir chargé d'entretenir les infrastructures s'engage préalablement à les reprendre au moment de la réception provisoire des travaux. »

Art. 5. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « annuel » est remplacé par « semestriel ».

Art. 6. A l'article 23, 1°, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le c) est complété par les mots suivants : « en ce compris les mesures de régulation des eaux »;

2° le h) est remplacé par la disposition suivante :

« h) la fourniture et la pose de mobilier urbain, les trottoirs, la signalisation de la zone, les œuvres d'art, les plantations d'ornement et celles liées à la protection de l'environnement ou des riverains qu'elles soient dans la zone industrielle ou autour de celle-ci ainsi que les mouvements de terre y associés; »

3° le k) est remplacé par la disposition suivante :

« k) les prospections géotechniques nécessaires ainsi que les essais de sol en cas de pollution et leurs analyses chimiques avant ou après la reconnaissance de la zone au sens de l'article 30 de la loi; »

4° le l) est remplacé par la disposition suivante :

« l) la construction de stations d'épuration publiques destinées à plusieurs entreprises ainsi que les mesures de prévention de pollution accidentelle en dehors de celles prévues dans le cadre des permis d'exploiter; »

5° les dispositions suivantes sont ajoutées :

« m) la fourniture et les travaux de pose de gaines et chambres de tirage destinées à la télématique et à la téléphonie; »

« n) la fourniture et les travaux de pose de mats publics supports de l'installation d'antennes pour le transport d'ondes par voie hertzienne; »

« o) la fourniture et les travaux de pose d'éléments de stabilisation et de sécurisation du réseau électrique et de télécommunication; »

« p) l'aménagement d'aires d'arrêt et la construction d'aubettes pour le transport public; »

« q) les plates-formes publiques de transbordement et les aires de manœuvres aménagées au sein de celles-ci qui bénéficient à plusieurs entreprises ou celles construites dans les zones contiguës aux aéroports; »

« r) l'étude paysagère, le poste d'accueil, l'espace d'eau et l'espace communautaire de zones à vocation scientifique ou contiguës à une université. »

Art. 7. A l'article 26 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les frais administratifs, la base de calcul de la subvention est de 3 % pour les premiers travaux subventionnés jusqu'à 1.250.000 EUR et de 2 % pour le solde des travaux subventionnés, pour autant qu'un schéma directeur de la zone et le coût estimatif de sa réalisation ait été déposé à l'administration et soit respecté dans son exécution; dans le cas contraire, ainsi que pour les bâtiments d'accueil la base du calcul pour les frais administratifs est de 1 % du montant des travaux subventionnés. »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des alinéas 1^{er} à 3, le montant des travaux subventionnés à prendre en considération est celui du marché initial et de ses éventuels avenants approuvés par le Ministre. En ce qui concerne les frais généraux relatifs aux avenants, ceux-ci ne seront payés que pour autant qu'ils aient engendré des frais d'étude, de surveillance ou des frais administratifs liés à des compléments de travaux imprévisibles lors de l'élaboration du projet.

Art. 8. A titre transitoire, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001 :

1° la subvention est plafonnée à 15 millions de BEF (371.840,29 EUR) pour l'acquisition ou la construction de bâtiments d'accueil ainsi que pour la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil ou leur acquisition avec transformation en bâtiments d'accueil. Si le bâtiment d'accueil a pour finalité un centre d'entreprises, celle-ci est plafonnée à 20 millions de BEF (495.787,05 EUR);

2° pour les frais administratifs, la base de calcul de la subvention est de 3 % pour les premiers travaux subventionnés jusqu'à 50 millions de BEF (1.239.467,62 EUR) et de 2 % pour le solde des travaux subventionnés, pour autant qu'un schéma directeur de la zone et le coût estimatif de sa réalisation ait été déposé à l'administration et soit respecté dans son exécution; dans le cas contraire, ainsi que pour les bâtiments d'accueil la base du calcul pour les frais administratifs est de 1 % du montant des travaux subventionnés.

Art. 9. A l'exception des articles 2 et 7, 1°, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002, le présent arrêté s'applique à tout projet introduit à partir du 1^{er} janvier 2001 par le promoteur auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 septembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 2960

[C — 2001/27603]

27. SEPTEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, insbesondere der Artikel 30, 31 und 31*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 15. März 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden;

Aufgrund des am 7. November 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Dezember 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. Februar 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. August 2001 abgegebenen Gutachtens 31.429/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden, wird folgendermaßen ergänzt:

"12° das Unternehmenszentrum: das Gebäude, welches sich aus Büros oder Werkstätten zusammensetzt, die mindestens acht jungen Unternehmen zeitweise zur Verfügung gestellt werden, und in dem diese über gemeinschaftliche Dienste und Ausrüstungen verfügen;"

"13° die multimodale Plattform: das Gebiet, dessen Haupttätigkeit aus der Organisation logistischer Verbindungen zwischen mindestens zwei Transportarten besteht;"

"14° das Leitschema des Gebiets: die Gesamtheit der raumordnerischen und städtebaulichen Zielsetzungen, sowie die allgemeinen Phasierungsvorschriften esthetischer Art bezüglich der Bauten, deren Umgebung und der öffentlichen Freiräume, die bestehende und beabsichtigte Trasse der Hauptverkehrsverbindungen und deren Entwässerung, sowie die Anschlüsse an die bestehenden Hauptinfrastrukturnetze im Bereich des Verkehrs (öffentlicher Verkehr, Intermodalitätsmöglichkeiten im Verkehr, ...) und des Flüssigkeits- und Energietransports und die den Grünflächen und Regenauffangbecken vorbehaltenen Flächen;"

"15° das junge Unternehmen: das Unternehmen, dessen Gründung auf 5 Jahre zurückgeht;"

"16° die Gemeinkosten: die Kosten für die Planung, Leitung, Überwachung und Verwaltung."

Art. 2 - Der Artikel 3, Absatz 3, desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Der Zuschuss ist für den Erwerb oder den Bau von Behelfsgebäuden, sowie für den Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden bzw. ihren Erwerb vor dem Umbau zu Behelfsgebäuden auf 375.000 EUR begrenzt. Wenn die Zweckbestimmung des Behelfsgebäudes ein Unternehmenszentrum ist, wird der Zuschuss auf 500.000 EUR begrenzt."

Art. 3 - Der Artikel 4, Absatz 1, desselben Erlasses wird folgendermaßen ergänzt:

"wenn sie geschuldet wird und nicht rückzahlbar ist".

Art. 4 - Der Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"Ein Zuschuss wird lediglich dann gewährt, wenn die mit dem Unterhalt der Infrastrukturen beauftragte Behörde sich vorher verpflichtet, diese zum Zeitpunkt der vorläufigen Abnahme der Arbeiten wieder zu übernehmen."

Art. 5 - In Artikel 6, Absatz 1, desselben Erlasses wird das Wort "Jahresbericht" durch das Wort "Semesterbericht" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 23, 1°, desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° c) wird durch folgende Wörter ergänzt: "einschließlich der Maßnahmen für die Wasserregulierung;"

2° h) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"h) der Lieferung und des Anbringens der Straßenausstattungen, der Bürgersteige, der Signalisationen des Gebiets, der Kunstwerke, der Zierbepflanzungen und der mit dem zum Schutz der Umwelt oder der Anlieger verbundenen Bepflanzungen, ob sie sich im Industriegebiet oder in dessen Umkreis befinden, sowie der damit verbundenen Bodenbewegungen;"

3° k) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"k) der erforderlichen geotechnischen Erkundungen, sowie der Bodentests im Falle von Verschmutzung und deren chemischen Analysen vor und nach der Untersuchung des Gebiets im Sinne des Artikels 30 des Gesetzes;"

4° l) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"des Baus von für mehrere Unternehmen bestimmten öffentlichen Klärstationen, sowie der Maßnahmen zur Verhütung unfallbedingter Umweltverschmutzung, abgesehen von denjenigen, die im Rahmen der Betriebsgenehmigungen vorgesehen sind;"

5° Folgende Bestimmungen werden hinzugefügt:

"m) der Lieferung und des Anbringens von für die Telematik und Telefonie bestimmte Kabelummantelungen und -schächten;"

"n) der Lieferung und des Anbringens von öffentlichen Masten als Träger zur Installierung von Antennen für die Funkwellenübertragung;"

"o) der Lieferung und des Anbringens von Bauteilen zur Stabilisierung und Absicherung des Elektrizitäts- und Fernmeldenetzes;"

"p) der Anlage von Halteflächen und des Baus von Unterständen für den öffentlichen Verkehr;"

"q) der öffentlichen Umschlagsplattformen und der in deren Zentrum angelegten Wendeflächen, die mehreren Unternehmen nützlich sind oder derjenigen, die in den an Flughäfen angrenzenden Gebieten gebaut werden;"

"r) der Landschaftsstudie, der Empfangsstelle, der Wasserfläche und der gemeinschaftlichen Fläche für Gebiete, die wissenschaftlich orientiert sind oder an eine Universität angrenzen."

Art. 7 - In Artikel 26 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Absatz 3 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Für die Verwaltungskosten entspricht die Grundlage für die Berechnung des Zuschusses 3 % für die ersten bis zu 1.250.000 EUR bezuschussten Arbeiten und 2 % für die restlichen bezuschussten Arbeiten, insofern ein Leitschema des Gebiets mit den veranschlagten Kosten für dessen Ausführung der Verwaltung vorgelegt und in seiner Ausführung eingehalten wurde; im gegenteiligen Fall, sowie für die Behelfsgebäude entspricht die Grundlage für die Berechnung der Verwaltungskosten 1 % des Betrags der bezuschussten Arbeiten."

2° der Absatz 4 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Für die Anwendung der Absätze 1 bis 3 ist der zu berücksichtigende Betrag der bezuschussten Arbeiten derjenige des ursprünglichen Auftrags und gegebenenfalls seiner vom Minister genehmigten Zusätze. Was die Gemeinkosten bezüglich der Zusätze betrifft, werden diese lediglich dann gezahlt, wenn sie Planungs-, Überwachungs- oder Verwaltungskosten verursacht haben, die mit zusätzlichen, bei der Planung des Projekts unvorhersehbaren Arbeiten verbunden sind."

Art. 8 - Übergangsweise gilt zwischen dem 1. Januar 2001 und dem 31. Dezember 2001 Folgendes:

1° für den Erwerb oder den Bau von Behelfsgebäuden, sowie für den Umbau von Gebäuden zu Behelfsgebäuden oder deren Erwerb vor dem Umbau zu Behelfsgebäuden wird der Zuschuss auf 15 Millionen BEF (371.840,29 EUR) begrenzt. Wenn die Zweckbestimmung des Behelfsgebäudes ein Unternehmenszentrum ist, wird der Zuschuss auf 20 Millionen BEF (495.787,05 EUR) begrenzt;"

2° für die Verwaltungskosten entspricht die Grundlage für die Berechnung des Zuschusses 3 % für die ersten bis zu 50 Millionen BEF (1.239.467,62 EUR) bezuschussten Arbeiten und 2 % für die restlichen bezuschussten Arbeiten, insofern ein Leitschema des Gebiets mit den veranschlagten Kosten für dessen Ausführung der Verwaltung vorgelegt und in seiner Ausführung eingehalten wurde; im gegenteiligen Fall, sowie für die Behelfsgebäude entspricht die Grundlage für die Verwaltungskosten 1 % des Betrags der bezuschussten Arbeiten."

Art. 9 - Mit Ausnahme der Artikel 2 und 7, 1°, die am 1. Januar 2002 in Kraft treten, wird der vorliegende Erlass auf jedes von dem Bauträger ab dem 1. Januar 2001 bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region eingereichte Projekt angewandt.

Art. 10 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. September 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

N. 2001 — 2960

[C — 2001/27603]

27 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere begeleidingsinfrastructuren voor investeerders

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, inzonderheid op artikelen 30, 31 en 31bis, ingevoegd bij het decreet van 15 maart 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere begeleidingsinfrastructuren voor investeerders;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 december 2000;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 19 februari 2001;

Gelet op het advies 31.429/2/V van de Raad van State, gegeven op 14 augustus 2001;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere begeleidingsinfrastructuren voor investeerders, wordt aangevuld als volgt :

"12° het ondernemingscentrum : het gebouw samengesteld uit kantoren of werkplaatsen die tijdelijk ter beschikking worden gesteld van ten minste acht jonge ondernemingen waar deze beschikken over gemeenschappelijke diensten en uitrustingen;"

"13° het multimodale platform : het gebied waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit de organisatie van logistieke verbindingen tussen ten minste twee vervoermiddelen;"

"14° het leidend schema van het gebied : het geheel van de opties inzake ordening en stedenbouw alsook de algemene voorschriften voor een fasering van esthetische aard betreffende de gebouwen, hun onmiddellijke omgeving en de openbare ruimten, het bestaande en het geplande tracé van de hoofdzakelijke communicatiewegen en hun afwateringsstelsel alsook de aansluitingen op de voornaamste netwerken omtrent de communicatie-infrastructuren (openbaar of privé-vervoer, intermodaliteitspotentieel,...) en het vervoer van vloeï- en brandstoffen, alsook de plaatsen bestemd voor groene ruimten en vergaarkommen;"

"15° de jonge onderneming : de onderneming die sinds minder dan 5 jaar bestaat;"

"16° de algemene kosten : de studie-, bestuurs-, bewakings- en administratieve kosten."

Art. 2. Artikel 3, derde lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"De subsidie wordt beperkt tot 375.000 euro voor de aankoop of de bouw van begeleidingsinfrastructuren, alsook voor de ombouw van gebouwen tot begeleidingsinfrastructuren of voor hun aankoop met ombouw tot begeleidingsinfrastructuren. Indien de begeleidingsinfrastructuur bestemd is voor een ondernemingscentrum, wordt de subsidie beperkt tot 500.000 EUR".

Art. 3. Artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"indien deze verschuldigd en niet terugvorderbaar is".

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"Een subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de overheid die belast is met het onderhoud van de infrastructuur, zich van te voren ertoe verbindt om die over te nemen bij de voorlopige ontvangst van de werken".

Art. 5. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "jaarlijks" vervangen door het woord "tweemaandelijks".

Art. 6. In artikel 23, 1°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt c) wordt aangevuld als volgt : "met inbegrip van de maatregelen voor waterregeling;"

2° punt h) wordt gewijzigd als volgt :

"h) de levering en de aanleg van straatmeubilair, de trottoirs, de verkeerstekens in het gebied, de kunstwerken, de versierende aanplantingen en die verbonden met de bescherming van het leefmilieu of van de omwoners, die zich bevinden in of rond het industriegebied, alsook de daarmee verbonden grondbewegingen;"

3° punt *k*) wordt gewijzigd als volgt :

"*k*) de noodzakelijke geotechnische onderzoeken alsook de bodemproeven in geval van verontreiniging en hun chemische analyses vóór of na het onderzoek van het gebied, in de zin van artikel 30 van de wet;"

4° punt *l*) wordt gewijzigd als volgt :

"*l*) de bouw van openbare zuiveringsstations bestemd voor verscheidene ondernemingen alsook andere maatregelen om toevallige verontreiniging te voorkomen dan degene die voorzien zijn in het kader van de exploitatievergunningen;"

5° de volgende voorschriften worden toegevoegd :

"*m*) de levering en de aanleg van kokers en trekputten bestemd voor de telematiek en de telefonie;"

"*n*) de levering en de aanleg van openbare masten als steun voor de aanleg van zendmasten voor het vervoer van golven via de ether;"

"*o*) de levering en de aanleg van elementen m.b.t. de stabilisatie en de veiligheid van het elektrische en telecommunicatienetwerk;"

"*p*) de inrichting van stopplaatsen en wachthuisjes voor het openbaar vervoer;"

"*q*) de openbare platforms voor het overladen en de daarbinnen ingerichte bewegingsoppervlakten die gebruikt worden door verscheidene ondernemingen of degene die naast luchthavens gebouwd zijn;"

"*r*) de landschapsstudie, de onthaalplaats, de wateroppervlakte en de communautaire ruimte die bestaat uit gebieden met een wetenschappelijke bestemming of die naast een universiteit liggen."

Art. 7. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt gewijzigd als volgt :

"Wat administratieve kosten betreft, is de basis voor de berekening van de subsidie gelijk aan 3 % voor de eerste werken die tot 1.250.000 euro gesubsidieerd zijn en aan 2 % voor het saldo van de gesubsidieerde werken, voor zover een leidend schema van het gebied en een raming van de daarmee verbonden kosten worden ingediend bij het bestuur en op voorwaarde dat dit schema in acht wordt genomen; in het tegenovergestelde geval, alsook wat betreft de begeleidingsinfrastructuren, is de basis voor de berekening van administratieve kosten gelijk aan 1 % van het bedrag van de gesubsidieerde werken.";

2° het vierde lid wordt gewijzigd als volgt :

"Voor de toepassing van lid 1 tot 3 is het in aanmerking te nemen bedrag van de gesubsidieerde werken gelijk aan het bedrag van de aanvankelijke opdracht en van de eventuele aanhangsels die door de Minister goedgekeurd zijn. De algemene kosten betreffende de aanhangsels worden betaald voor zover die aanleiding hebben gegeven tot studie- of bewakingskosten of tot administratieve kosten verbonden met bijkomende werken die bij het ontwerpen van het project niet konden worden voorzien."

Art. 8. Bij overgangsmaatregel, vanaf 1 januari 2001 tot 31 december 2001 :

1° wordt de subsidie beperkt tot 15 miljoen BEF (371.840,29 EUR) voor de aankoop of de bouw van begeleidingsinfrastructuren, alsook voor de ombouw van gebouwen tot begeleidingsinfrastructuren of voor hun aankoop met ombouw tot begeleidingsinfrastructuren. Indien de begeleidingsinfrastructuur bestemd is voor een ondernemingscentrum, wordt de subsidie beperkt tot 20 miljoen BEF (495.787,05 EUR);"

2° wat administratieve kosten betreft, is de basis voor de berekening van de subsidie gelijk aan 3 % voor de eerste werken die tot 50 miljoen BEF (1.239.467,62 EUR) gesubsidieerd zijn en aan 2 % voor het saldo van de gesubsidieerde werken, voor zover een leidend schema van het gebied en een raming van de daarmee verbonden kosten worden ingediend bij het bestuur en op voorwaarde dat dit schema in acht wordt genomen; in het tegenovergestelde geval, alsook wat betreft de begeleidingsinfrastructuren, is de basis voor de berekening van administratieve kosten gelijk aan 1 % van het bedrag van de gesubsidieerde werken.

Art. 9. Met uitzondering van artikelen 2 en 7, 1°, die in werking treden op 1 januari 2001, is voorliggend besluit van toepassing op elk project ingediend vanaf 1 januari 2001 door de promotor bij het Directoraat-Generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 september 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA